

Histoire de la PIDH La Fondation pour la défense des droits de l'homme "Funciddel" a été créée le 23 novembre 1993 dans la loi de l'Assemblée générale ordinaire, ayant été enregistrée dans le registre public du deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia, la République bolivarienne du Venezuela, avec numéro 29, Protocole 1, Volume (I) 18 de cette année. La Fondation de la défense des droits de l'homme "Funciddel", se réunissant au siège de la Fondation, constitue la réglementation de la loi générale des heures supplémentaires du 16 décembre 2015, enregistrée dans le registre public du deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia Au numéro 5, la feuille 21 du volume 3 du protocole de transcription de cette année, dans laquelle l'article 1 a été modifié, modifiant le nom de la Fondation internationale des droits de l'homme pour la défense des citoyens. Le Parlement international des droits de l'homme (PIDH) né de l'extraordinaire loi générale du 16 juillet 2017 a été enregistrée dans le registre public du deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia, la République bolivarienne du Venezuela, avec le (s) numéro (s) 48, feuille (I) 415 du volume (s) 30 du protocole de transcription de cette année, déposé à la MPPRE le 12/06/2017, avec le numéro 01201017, sur la proposition du conseil d'administration et d'autres membres de La Fondation internationale des défenseurs des droits de l'homme (Funciddel) a été créée le 23 novembre 1993, enregistrée au numéro 39, 1er Protocole. Dans le volume 18, respectivement, modifié: à l'article 1er, modifiant le nom du Parlement international des droits de l'homme (IHR) et créé l'article 37: Le Conseil permanent de l'IHRP, ayant le même IHRP, 37 ans d'histoire et d'exploitation, pour la promotion des droits de l'homme. Le 7 décembre 2017, le Parlement international des droits de l'homme (PIDH), réuni dans son siège, constitue la réglementation de la loi générale des heures supplémentaires, enregistrée au registre public du deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia, la République bolivarienne du Venezuela , Numéro (s) AL 30, feuille (I) 386 Volume (I) 55 du protocole de transcription de cette année. Modifiez les 34 articles du PIPS en adaptant les articles sur les droits de l'homme. 22 janvier 2018.

Le 10 mai 2018, le Parlement international des droits de l'homme (PIDH), se réunissant dans son siège, constitue la réglementation de la Loi sur les heures supplémentaires enregistrée dans le registre public du

deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia, la République bolivarienne du Venezuela , au (s) numéro (s) 16, la feuille de volume (I) du protocole de transcription de cette année, les articles 41 sont créés: membres de la coopération diplomatique internationale et leur mission; Article 42: Les fonctions des ambassadeurs des droits de l'homme pour la paix internationale et l'interprétation mutuelle de l'aide et de la coopération internationale, conviennent que c'est l'invocation et la Fraternité qui établit une relation triangulaire entre les parties,

Le président, avec le vice-président, deux (02) conseils permanents, deux (02) secrétaires, quatre (04) accepte les nominations et approuve quatre (04) vice-présidents internationaux et rendez-vous honoraires. Le président, avec le vice-président, au secrétaire des correspondances et des finances et des mineures finances.

---- Le secrétaire de la coopération diplomatique de l'IPHR (coopération diplomatique) Le secrétaire de la coopération diplomatique du Parlement international des droits de l'homme (IPHR) est le chef immédiat de ce Secrétariat et a conçu le procès-verbal et la correspondance avec l'approbation du président et secrétaire financière. Les postes suivants: les positions avec des diplômes diplomatiques ont été créées dans l'assemblée générale extraordinaire, 20 juin 2018, article 41: Le haut représentant, les ambassadeurs, les ambassadeurs d'ambassadeurs de la paix, sont membres du Secrétariat du diplomate de coopération internationale de l'Internationale. Parlement des droits de l'homme (IPHR), ambassadeurs des droits de l'homme et du gouvernement; Ministres des droits de l'homme et des gouvernements, des ministres délégués, des ministres de la diplomatie de la paix; Président général Directeurs, Article 43: Territorialité, fondation et personnalité juridique des ambassadeurs des droits de l'homme et de leurs membres. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas son propre territoire, ils doivent agir dans différents territoires, pour cette raison, il a été reconnu une certaine personnalité juridique dans les systèmes internes et externes. Cette reconnaissance peut prendre une forme générale et abstraite, comme l'exige la Charte des Nations Unies, chapitre XVI: Diverses dispositions, article 104 et article 105 1 de la même

lettre signée le 26 juin 1945 à San Francisco, se lit comme suit: l'organisation aime sur le Territoire de chacun de ses membres des privilèges et immunités nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

Le 20 juin 2018, le Parlement international des droits de l'homme (PIDH), réunion du siège principal de la PIDH, constitue un accord pour la loi générale extraordinaire, enregistrée dans le registre public du deuxième circuit Maracaibo de l'État de Zulia, sous le nombre (I) 8, feuille (i) 198 du volume (I) 30 du protocole de transcription de cette année, vise à modifier l'article 2 de la PIDH, après avoir établi que le Parlement international des droits de l'homme (IPHR) est une - Profit personne morale, étant une organisation internationale, capable d'appliquer toutes les règles du droit social,

National, international, humanitaire, privé ou public, attaché à

Convention de Vienne de 1961 et 1964 ou toute autre loi existante dans le monde. La position de chancelier a été créée dans son article 46; Les quatre (04) vice-présidents internationaux dans son article 47; et les langues officielles de la PIDH dans son article 48. De même, la PIDH recommande de résoudre les violations graves des droits de l'homme dans le monde en raison du retard dans les processus des gouvernements, des agences, des institutions et des organisations internationales, publique et privée. , pour l'absence de mécanismes nationaux et internationaux obligatoires à défendre, promotion, diffusion, enquête, exécution, solution, protection et retour des droits de l'homme. De nombreux membres de la PIDH, vérifiant qu'ils n'existent pas dans de nombreuses normes internationales, ils ont intégré l'obligation qui doit avoir tous les États du monde, ils ont pris la décision avec l'obligation des organisations internationales, des ONG, des universités, des parlements, de la société civile dans Général, entre autres, où les violations DD.HHH. Organisation IPHR Le Parlement international des droits de l'homme (IPHR), présidé par son président, coordonné par son vice-président et les secrétariats de chaque région, élit les membres du Conseil permanent, pour un mandat fixe, à condition qu'il n'y ait aucune raison pour les traiter. Le président, ainsi que le vice-président et le

secrétaire pour la correspondance et les finances, acceptent les nominations et approuve le Bureau du secrétaire général, les lieux et les membres nationaux et internationaux de l'IPHR. Le président, en collaboration avec le vice-président et les secrétaires de la coélère correspondante et financière et diplomatique, recevront les questions et approuvera les positions diplomatiques de la PIDH. Le président, ainsi que les orientations des droits de l'homme et des gouvernements, des conseillers pour la diplomatie de la paix, des secrétaires exécutifs, des droits de l'homme et des secrétaires gouvernementaux, des secrétaires de la diplomatie de la paix; envoyé spécial et international correspondant. Membres du secrétaire à la coopération diplomatique internationale du Parlement international des droits de l'homme (IHPR). Il représente, le chancelier qui le gère et le secrétaire de la coopération diplomatique qui le coordonne à la demande par écrit par le président.